



# BILAN DU BAROMÈTRE DU CLIMAT DES AFFAIRES PAR LA CELLULE PRÉSIDENTIELLE UN AN APRÈS SA PARUTION

**Date : 14 Novembre**

Heure : 08H30 – 09H30

Lieu : Sultani Hotel



La République Démocratique du Congo se trouve à un tournant crucial en raison de son potentiel économique exceptionnel et de ses ressources naturelles abondantes, qui constituent des atouts majeurs pour le développement du pays. Cependant, de nombreux chefs d'entreprise dénoncent une fiscalité et une parafiscalité perçues comme abusives, freinant ainsi l'investissement et dissuadant les entrepreneurs potentiels.

Cette situation est aggravée par un régime fiscal déclaratif, qui, en théorie, vise à assurer la transparence et la responsabilité. Toutefois, dans la pratique, il incite à la dissimulation des chiffres, créant une crise de confiance alarmante entre le secteur privé et le gouvernement. Les redressements fiscaux fréquents, qui profitent à l'État, renforcent la perception négative selon laquelle les entrepreneurs sont traités comme des fraudeurs. Cette dynamique ne fait qu'alimenter un climat d'incertitude, où les investisseurs hésitent à s'engager pleinement, craignant des représailles fiscales imprévisibles.

Dans ce contexte, il est impératif de réévaluer les politiques fiscales en place, non seulement pour alléger le fardeau des entreprises, mais aussi pour rétablir la confiance entre les acteurs économiques et les institutions gouvernementales. Un dialogue constructif et des réformes ciblées pourraient ouvrir la voie à un environnement d'affaires plus favorable, propice à l'innovation et à la croissance économique durable.

**Keynote : Doudou Fwamba**, Ministre des Finances RDC

#### Intervenants

- **Rock Bashala**, Conseiller à la cellule présidentielle
- **Ambroise Tshiyoyo**, Vice-président de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC)
- **Me. Mavinga**, Membre de la commission juridique de la FEC
- **Damien Mama**, représentant résident du PNUD

#### Modérateur

- **Bob David NZOIMBENGENE**, Associé Gérant de Deloitte Services SARL



**MAKUTANO**  
IF WE DON'T, WHO WILL ?



# TÉLÉCOMS : QUEL NEW DEAL POUR ACCROÎTRE LA PÉNÉTRATION RÉSEAU ?

**Date : 14 Novembre**

**Heure : 08H30 – 09H30**

**Lieu : Sultani Hotel**



Alors que la digitalisation est reconnue mondialement comme un moteur essentiel de la croissance économique, le taux d'accès à Internet en République Démocratique du Congo (RDC) demeure l'un des plus bas du continent. Seulement 23 % de la population est connectée, comparé à une moyenne de 40 % en Afrique. Ce retard dans l'adoption du numérique limite fortement le potentiel de transformation économique du pays, où l'accès à Internet pourrait favoriser l'innovation, l'entrepreneuriat et l'amélioration des services publics.

Pour combler ce fossé numérique, des investissements massifs sont nécessaires dans les infrastructures télécoms. Cependant, ce développement est freiné par des obstacles majeurs, notamment des tensions récurrentes entre le secteur privé et le gouvernement, exacerbées par des problématiques fiscales et parafiscales qui dissuadent les investisseurs. Ces tensions, associées à un cadre réglementaire jugé peu favorable, entravent la croissance d'un secteur pourtant crucial pour le développement national.

Cette session se concentrera sur les moyens de mettre en place un cadre réglementaire propice à l'expansion des réseaux de télécommunications, essentiel pour attirer les investissements nécessaires. Parmi les questions clés figurent : Comment attirer davantage d'investissements privés tout en garantissant un équilibre dans les relations avec les pouvoirs publics ? Quelles réformes fiscales et réglementaires doivent être envisagées pour assurer une croissance harmonieuse du secteur ?

Mais surtout, cette session mettra en lumière les impacts bénéfiques d'une plus grande couverture internet sur la transformation numérique du pays. En augmentant l'accès à Internet, la RDC pourrait stimuler la création d'emplois, renforcer les capacités d'innovation des entreprises et faciliter l'accès à des services numériques pour les citoyens. Le développement d'un écosystème numérique inclusif pourrait également positionner la RDC comme un acteur clé de l'économie numérique en Afrique.

**Keynote : Augustin Kibassa** Ministre des Télécoms RDC

## Intervenants

- **Christian Katende**, Président Autorité de Régulation de Poste et de Télécommunications (ARTPC)
- **Khalil Al Americani**, Directeur Général Vodacom RDC
- **Malick Fall**, Représentant régional RDC, Congo, Burundi, Société Financière Internationale (IFC)
- **Kristof De Spiegel**

## Modérateur

- **Eric Tshikuma**, Promoteur Zoom éco



**MAKUTANO**  
IF WE DONT, WHO WILL ?



## FONDS SOUVERAINS, QUID 5 ANS APRÈS ?

**Date : 14 Novembre**

Heure : 09H45 – 11H00

Lieu : Sultani Hotel



Le développement d'un pays requiert des financements importants pour la réalisation de divers projets dont l'importance, l'urgence, la priorité et la nécessité peuvent diverger avec les bailleurs de fonds institutionnels (BM, FMI, BAD, SFI...) et les banques commerciales locales ou internationales.

Il est important que la RDC se dote d'un ou de plusieurs fonds d'investissements souverains pouvant lui permettre de décider en toute indépendance de ses priorités en matière d'industrialisation, d'infrastructures, des programmes à mener. Les fonds souverains ont une vocation à long terme pour les générations futures.

Bien que sur fonds publics, un fonds souverain doit jouir d'une réelle indépendance d'une autonomie de gestion tout en ayant une gouvernance irréprochable pour sa crédibilité et sa solidité. Sa gestion doit être de type privé et ses dirigeants d'un leadership, d'une compétence technique, managériale de standard international avéré. L'orthodoxie dans sa gestion doit être sans faille.

La RDC a une multitude de fonds pouvant être assimilés à des fonds souverains sectoriels : FSU, FPC, FPI, FONAREV, ...

Malheureusement, leur gestion reste publique et même politique sans toujours une réelle synergie entre eux ou même avec des incohérences ou des contradictions dans leurs actions et programmes.

Une rationalisation et une réforme profonde s'imposent en la matière pour en tirer le meilleur pour le pays et les générations futures.

**Keynote : Doudou Fwamba**, Ministre des Finances RDC

### Intervenants :

- **Céline Vaessen**, Chief Investment Officer - Société Fédérale d'Investissement et de Participation
- **Albert Zeufack**, Directeur Pays Angola, Burundi, RDC, Sao Tomé & Principe - Banque Mondiale
- **Emile Osumba**

### Modérateur :

**Didier Tshidimba**, Managing Partner Belgium & Nordics, Administrateur Hydrobox





## LES CONGLOMÉRATS FINANCIERS : UNE CONCURRENCE DÉLOYALE POUR LES PME ?

**Date : 14 Novembre**

**Heure : 09H45 - 11H00**

**Lieu : Sultani Hotel**



Il est impératif de s'interroger sur le rôle des conglomérats financiers et leur impact sur la stabilité économique du continent africain. Ces géants financiers, qui ont la capacité de dynamiser les marchés et de soutenir des projets de grande envergure, représentent également des défis considérables pour la concurrence et l'équité économique. Leur domination sur les ressources financières leur confère un pouvoir démesuré, souvent au détriment des acteurs économiques plus modestes.

Les petites et moyennes entreprises (PME), souvent qualifiées de véritables moteurs de l'économie, se retrouvent dans une position vulnérable face à cette puissance. Alors que les PME sont essentielles pour la création d'emplois, l'innovation et la diversification économique, elles peinent à rivaliser avec la force de frappe des conglomérats. La concentration de ressources et de capitaux dans les mains de quelques grands acteurs peut engendrer des distorsions de marché, créant des pratiques anti-concurrentielles qui nuisent à la diversité et à la santé du tissu économique local.

Cette situation alimente une concurrence déloyale, générant des inégalités qui peuvent déboucher sur de graves crises économiques et sociales à l'échelle continentale. Les PME, privées d'un accès équitable aux financements, aux marchés et aux opportunités, voient leurs capacités d'innovation et de croissance considérablement limitées.

Pour faire face à ces enjeux, il devient crucial de repenser la régulation économique. Comment établir un cadre réglementaire qui favorise la compétitivité et l'équité ? Comment permettre aux PME de non seulement survivre, mais prospérer aux côtés de ces géants financiers ? La réponse à ces questions nécessite une réflexion approfondie sur des solutions innovantes et inclusives.

Il pourrait s'agir d'instaurer des mesures de protection pour les PME, telles que des incitations fiscales, des accès simplifiés aux financements ou des programmes de soutien à l'innovation. De plus, il est essentiel d'encourager un environnement entrepreneurial qui valorise la diversité économique et favorise les coopérations entre grandes entreprises et PME. En renforçant les synergies et en encourageant les partenariats, il est possible de bâtir un écosystème plus équilibré, capable de soutenir à la fois la croissance des géants financiers et l'épanouissement des entreprises locales.

Il est temps de poser les bases d'une régulation proactive et équitable qui ne laisse personne de côté. L'avenir économique du continent dépendra de notre capacité à créer un environnement où chaque acteur, qu'il soit grand ou petit, puisse contribuer à une croissance durable et inclusive.

**Keynote : Didier ACOUETEY**, Président de AfricSearch

### Intervenants

- **John Kanyoni**, Président commission Nationale FEC Artisanat Minier
- **Mustafa Rawji**, Directeur Général Rawbank
- **Fely Samuna**, PCA - ARSP
- **Malick Fall**, Représentant régional RDC, Congo, Burundi, Société Financière Internationale (IFC)
- **Noël Tshiani Muadiamviita**, Professeur des Universités et Auteur du Plan Marshall pour la RDC

### Modérateur

- **Huguette Samu**, Directrice des opérations et Associée de F&F



**MAKUTANO**  
IF WE DONT, WHO WILL ?





## DIGITALISER, C'EST BIEN GOUVERNER !

**Date : 14 Novembre**

**Heure : 11H30 - 12H30**

**Lieu : Sultani Hotel**



La République Démocratique du Congo (RDC) est confrontée à un défi majeur : une faible bancarisation. Actuellement, seulement 38,5 % de la population a accès à des services financiers, et moins de 10 % est réellement bancarisée. Dans un contexte économique où les transactions se font principalement en espèces, il devient impératif d'accélérer la digitalisation des systèmes financiers et administratifs. Cette transformation numérique est non seulement essentielle pour la modernisation de l'État, mais également pour la facilitation des échanges économiques et la promotion de l'inclusion financière.

Cette session se penchera sur des pratiques africaines et régionales en matière de digitalisation, mettant en lumière des initiatives réussies qui ont permis d'améliorer l'accès aux services financiers. L'accent sera mis sur l'importance de l'inclusion financière, du cadastre numérique et du recensement, qui jouent un rôle crucial dans la construction d'un écosystème économique plus accessible et équitable.

En outre, nous proposerons des solutions concrètes visant à établir un cadre numérique efficace en RDC. Cela pourrait inclure le développement d'applications financières accessibles, l'amélioration des infrastructures technologiques, et la formation des populations sur l'utilisation des services numériques.

L'objectif ultime est de faire de la digitalisation un levier stratégique pour moderniser l'État, renforcer la gouvernance, et améliorer la vie quotidienne des Congolais. En intégrant des solutions digitales, nous pouvons non seulement faciliter les transactions, mais aussi instaurer une culture d'innovation qui soutienne le développement économique du pays.

Ensemble, explorons comment la digitalisation peut transformer le paysage financier en RDC et ouvrir la voie à un avenir plus inclusif et prospère pour tous.

**Keynote : Augustin Kibasa**, Ministre des Postes, Télécommunications et Numérique

### Intervenants

- **Pr-Dr Désiré-Cashmir Kolongele Eberande**, Ministre du Numérique Honoraire
- **Karidja Bamba**, Directeur Engagement avec les Gouvernements et Banques centrales, VISA RDC
- **Yannick Kashila**, Management Consultant chez Kashila Consulting Group (Pty) LTD - South Africa
- **Jean-Philippe Waterschoot**, CEO TEXAF
- **Yvette Tembo**, Ministre provinciale des finances et économie / Kinshasa

### Modérateur

- **Patient Ligodi**



**MAKUTANO**  
IF WE DONT, WHO WILL ?



## CONFORMITÉ POUR LES BANQUES : COMMENT SORTIR DE LA ZONE GRISE ?

**Date : 14 Novembre**

**Heure : 11H30 - 12H30**

**Lieu : Sultani Hotel**



La RDC figure toujours parmi la vingtaine de pays inscrits sur la liste grise du GAFI, identifiant les pays dont la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sont à haut risque. Ce qui rend difficiles les transactions, l'accès au capital à l'échelle nationale et internationale et complique la perception du pays auprès des investisseurs mondiaux. Alors que toutes les chaînes de valeurs interagissent aujourd'hui au niveau mondial, il faut que les opérations dans le secteur des minerais par exemple apparaissent le plus conforme, au risque de mettre en péril les échanges.

C'est pourquoi un plan d'action est nécessaire pour apporter une plus grande transparence dans les opérations financières et rassurer sur la traçabilité des transactions qui transitent par le Congo.

**Keynote : Doudou Fwamba**, Ministre des Finances de RDC

### Intervenants

- **Abdou Diop**, Managing Partner Forvis Mazars Maroc
- **CENAREF**
- **Henri Wazne**, Vice-Président ACB
- **David HOTTE**, Team Leader
- **Christian Kamanzi**, DGA Rawbank

### Modérateur

- **Junior Mbuyi**, Group Chief Executive Officer JPG Consulting



**MAKUTANO**  
IF WE DON'T, WHO WILL ?



# RENTABILITÉ DES ENTREPRISES PUBLIQUES, C'EST POUR QUAND ?

**Date : 14 Novembre**

**Heure : 14H00 - 15H00**

**Lieu : Sultani Hotel**



La rentabilité des entreprises publiques, souvent jugée faible, est pourtant essentielle pour le développement économique d'un pays. La performance de ces entreprises est directement liée à la capacité de l'État à fournir des services de qualité tout en soutenant la croissance économique. Plusieurs cas concrets illustrent les défis auxquels ces entreprises font face : inefficacités opérationnelles, manque d'innovation, et difficultés à attirer des investissements.

Face à cette réalité, il est crucial de proposer des pistes concrètes qui allient rentabilité et service public de qualité. Quelles solutions pouvons-nous envisager pour transformer durablement les entreprises publiques dès maintenant ?

Restructurer la gouvernance, est-ce la première étape ? Une gouvernance efficace doit garantir la transparence, la responsabilité et l'agilité dans la prise de décision. Cela pourrait inclure l'instauration de conseils d'administration indépendants et la mise en place de mécanismes de suivi des performances. Quel rôle le secteur privé et les partenariats public-privé peuvent-ils jouer ?

En exploitant l'expertise et les ressources du secteur privé, les entreprises publiques peuvent bénéficier de pratiques innovantes et d'une gestion plus efficace. Les PPP peuvent faciliter l'accès au capital et favoriser l'implémentation de projets qui répondent aux besoins des citoyens tout en garantissant la rentabilité.

Quel(s) modèle(s) de financement et de gestion mettre en place pour assurer une efficacité durable ?

Cela pourrait passer par l'adoption de modèles de gestion basés sur la performance, des incitations à l'innovation, et des mécanismes de financement diversifiés qui incluent à la fois des investissements publics et privés.

Comment garantir que la transformation des entreprises publiques se fasse dans l'intérêt des citoyens ?

Il est essentiel d'engager le dialogue avec les parties prenantes, y compris la société civile, pour s'assurer que les réformes proposées répondent aux besoins des citoyens et améliorent leur qualité de vie.

**Keynote : Jean Lucien Bussa**, Ministre du Portefeuille de l'État en RDC

## Intervenants

- **David Mutombo**, DG de la Regideso
- **Placide Nkala**, DG Gecamines
- **Fabrice Lusinde**, DG de la SNEL

## Modérateur

- **Blaise Mbatshi**



**MAKUTANO**  
IF WE DONT, WHO WILL ?



## QUELLES SOLUTIONS INNOVANTES POUR FINANCER LA RÉSILIENCE ET LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ AU CONGO ?

**Date : 14 Novembre PANEL**

Heure : 15H30 – 16H30

Lieu : Sultani Hotel



Plusieurs études (OCDE, Banque mondiale, FMI) estiment à plus de 5 mille milliards de dollars américains par an les besoins de financement entre 2023 et 2030 pour atteindre les objectifs de développement durable. Ce montant se traduirait à un besoin de plus de mille dollars par individu et par an. Le Congo ne saurait par conséquent compter sur l'espace fiscal contraint du gouvernement pour faire face aux besoins de financement substantiels requis pour développer une économie résiliente et durable. Face à des ressources publiques limitées, la mobilisation des capitaux privés (domestiques et internationaux) doit jouer un rôle central dans la recherche des solutions innovantes pour relever les défis du développement du Congo.

Malgré l'existence des montants énormes d'actifs sous gestion à travers le monde, plusieurs défis continuent de limiter les investissements de ces capitaux dans notre pays. On peut citer notamment l'incertitude réglementaire, le manque de capital-risque pour faciliter la participation des fonds commerciaux, le manque d'information (données) et autres infrastructures de marché, et les exigences liées au développement des projets bancables.

La discussion dans cette session aura les objectifs ci-après :

Identifier les contraintes à la formation et la mobilisation des capitaux privés, notamment ce qui est fait ou doit être fait pour adresser les barrières réglementaires et autres limites prudentielles, une politique monétaire et de contrôle des capitaux incitatives, la perception des risques, et le développement des projets bancables ;

Discuter des structures innovantes de mobilisation des capitaux privés qui peuvent être mises en place au Congo afin d'améliorer l'impact des intermédiaires financiers (banques commerciales et gestionnaires d'actifs), mieux exploiter l'épargne institutionnelle naissante, tirer les leçons des structures d'investissements (PPPs, fonds structurés d'investissements, et autres plateformes de mobilisation des capitaux privés), et aborder l'importance de de-risquer et du financement mixte pour attirer les capitaux privés ;

Discuter des différentes options de financement alternatives et durables accessibles au Congo et explorer comment accéder à ces financements le plus efficacement possible.

La session commencera par un « fireside chat » avec les décideurs politiques suivi d'une discussion de panel d'acteurs et experts financiers domestiques et internationaux.

**Fireside talk : Doudou Fwamba**, Ministre des Finances de RDC

### Intervenants

- **Dr. Jean-Marc Kilolo**, UNECA

### Modérateur

- **Dr. Frédéric Wandey**, expert congolais des marchés financiers.







## LEASING & CRÉDIT BAIL : COMMENT DÉVELOPPER DES NOUVEAUX PRODUITS ? NOUVEAUX ACTEURS ?

**Date : 14 Novembre PANEL**

Heure : 16H30 – 17H30

Lieu : Sultani Hotel



Le crédit-bail en République Démocratique du Congo fait face à de nombreux défis qui entravent son développement et sa capacité à soutenir l'économie locale. Dans un environnement économique instable, où les incertitudes politiques et sociales sont omniprésentes, le faible taux d'inclusion financière, ne dépassant pas 12%, limite considérablement l'accès au financement, notamment pour les PME, qui sont pourtant les principales bénéficiaires potentielles de ce mode de financement. Le manque d'accès à des ressources financières adéquates représente un frein à la croissance de ces entreprises, essentielles à la création d'emplois et à l'innovation.

Par ailleurs, le secteur financier congolais reste sous-développé, caractérisé par une prédominance de prêts à court terme, qui ne répondent pas aux besoins spécifiques du crédit-bail, lequel nécessite des financements à long terme pour permettre aux entreprises d'investir dans des actifs durables. Les taux d'intérêt élevés, atteignant 25% par an, créent un fardeau supplémentaire pour les emprunteurs, augmentant ainsi le risque financier et dissuadant de nombreux acteurs économiques d'envisager le crédit-bail comme une solution viable.

En outre, le cadre juridique actuellement en place est perçu comme insuffisant pour protéger les intérêts des emprunteurs et des prêteurs, exacerbant encore les risques associés au crédit-bail. Il est donc impératif de mener des réformes structurelles pour surmonter ces obstacles. Cela inclut l'amélioration de la stabilité économique, l'augmentation de l'inclusion financière par des initiatives ciblées, et l'établissement d'un cadre réglementaire plus solide et adapté aux réalités du marché congolais.

En repensant le paysage du crédit-bail, nous avons l'opportunité de dynamiser le financement des entreprises, de stimuler la croissance économique et de renforcer la résilience du secteur financier en RDC. Ensemble, travaillons à la mise en place des conditions nécessaires pour faire du crédit-bail un moteur de développement et d'innovation au service des entrepreneurs congolais.

### Intervenants

- **Yannick Mbiya**, DGA TMB
- **Malick Fall**, Représentant régional RDC, Congo, Burundi, Société Financière Internationale (IFC)
- **Blaise Mbatshi**, Founder, Fondateur, BMCG RDC



**MAKUTANO**  
IF WE DONT, WHO WILL ?



# ADAPTER LES NORMES FINANCIÈRES INTERNATIONALES AUX RÉALITÉS AFRICAINES : OPPORTUNITÉS ET DÉFIS DANS UN MONDE MULTIPOLAIRE

**Date : 14 Novembre**

**Heure : 16H30 – 17H30**

**Lieu : Sultani Hotel**



Dans un monde en mutation, marqué par la montée en puissance des BRICS et la reconfiguration des équilibres économiques mondiaux, l'Afrique doit s'adapter pour saisir les nouvelles opportunités tout en relevant des défis importants. Les normes financières internationales, telles que les Accords de Bâle et les IFRS, bien qu'essentielles à la stabilité financière mondiale, ne correspondent pas toujours aux spécificités et aux besoins des économies africaines en pleine croissance. Il est impératif de s'interroger sur la véritable adéquation de ces normes avec les réalités locales et de comprendre si elles répondent effectivement aux défis uniques rencontrés par le continent.

Pour cela, il est crucial d'explorer comment adapter ces standards afin qu'ils reflètent mieux les contextes économiques, culturels et sociaux variés de l'Afrique. Cette adaptation pourrait inclure la prise en compte des caractéristiques particulières des marchés africains, des structures économiques dominées par des PME, et des enjeux d'inclusion financière qui sont essentiels au développement durable. En parallèle, il est important d'analyser l'impact de la nouvelle géopolitique mondiale sur le secteur bancaire africain. Les institutions financières doivent naviguer dans un environnement multipolaire, influencé par des acteurs comme les BRICS, tout en cherchant des moyens de prospérer et de s'intégrer dans cette dynamique.

La question se pose alors de savoir comment le secteur bancaire et financier africain peut non seulement s'adapter à ces évolutions géopolitiques, mais aussi en tirer parti pour stimuler sa croissance. En réfléchissant aux adaptations concrètes qui pourraient mieux refléter les spécificités locales, nous pouvons envisager des solutions qui allient conformité aux normes internationales et pertinence locale, tout en assurant la stabilité et le développement financier du continent. Ainsi, il devient essentiel d'explorer ces pistes afin de créer un environnement financier robuste, capable de soutenir les ambitions économiques de l'Afrique tout en répondant aux défis globaux.

**Keynote : Doudou Fwamba**, Ministre des Finances de RDC

## Intervenants

- **Junior Mbuyi**, Group Chief Executive Officer JPG Consulting
- **Michel Losembe**, Managing Tshinu Consulting Africa
- **Guy Mbula**, conseiller juridique de la gouverneure BCC

## Modérateur

**Henri Plessers**, Directeur Général, Financialis



**MAKUTANO**  
IF WE DONT, WHO WILL ?



# COMMENT SAUTER DANS LE GRAND BAIN DU MARCHÉ DES CAPITAUX INTERNATIONAUX ?

**Date : 15 Novembre**

**Heure : 11H00 - 12H30**

**Lieu : Sultani Hotel**



Namib Minerals, une société minière dynamique opérant au Zimbabwe, en Tanzanie et en République Démocratique du Congo, a récemment réalisé une entrée historique au Nasdaq, devenant ainsi la plus importante introduction d'une entreprise africaine sur ce marché. Lors de cet exposé, les dirigeants de Namib Minerals partageront leur expérience enrichissante, mettant en lumière les défis et les opportunités liés à cette étape cruciale.

Ils discuteront de l'importance pour les entreprises africaines matures, souvent des family businesses, de franchir un cap pour accéder aux marchés de capitaux internationaux, un levier essentiel pour leur croissance et leur développement. Accéder à ces marchés permet non seulement de diversifier les sources de financement, mais aussi d'apporter une crédibilité accrue et une visibilité internationale.

Les intervenants aborderont les différentes options de financement à la disposition des entreprises, telles que les listings en bourse ou les opérations avec des fonds d'investissement. Ces stratégies ne sont pas seulement des moyens d'accéder à des capitaux importants, mais elles offrent également l'opportunité de professionnaliser les opérations, de renforcer la gouvernance et de se conformer aux normes internationales.

La session culminera avec l'annonce officielle de l'entrée en bourse de Namib Minerals au Nasdaq, un moment charnière qui illustrera comment les entreprises africaines peuvent tirer parti des marchés financiers mondiaux pour se projeter vers l'avenir. Cette étape ouvrira la voie à d'autres entreprises sur le continent, les incitant à envisager des stratégies similaires pour catalyser leur propre croissance et renforcer la présence de l'Afrique sur la scène économique mondiale.

**Keynote: Daniela Herrmann**, Co-Founder, Dynex Moonshots

## Intervenants

- **Eric Kacou**, Co-Founder, EPartners & Author of Entrepreneurial Solutions for Prosperity in BoP Market
- **Ugas Mohammed**, Chairman & CEO of Kenya Capital Markets Authority

## Modérateur

- **Sylvain Mudikongo**, Directeur Exécutif, Namib Minerals



**MAKUTANO**  
IF WE DONT, WHO WILL ?